



KEL CURRAH, G8 G20 WORKING GROUP

À l'occasion de la rencontre du groupe de travail international sur les G8 et G20 à Paris les 27 et 28 janvier à l'initiative de Coordination SUD, Kel Currah, président du groupe de travail de 2005 à 2011, revient sur cinq années de suivi des sommets internationaux et évoque les enjeux de la présidence française.

Un groupe de travail international sur les G8 et G20

Le groupe de travail international sur les G8 et G20 (ou *G8 G20 Working Group*) est un réseau informel réunissant 300 organisations de la société civile de 20 pays différents (ONG, centres de recherche, coalitions, etc.) Il se réunit une fois l'an, en amont des sommets, pour favoriser la construction de positions communes et la coordination des mobilisations. Consultant en plaidoyer pour des ONG et coalitions dans le monde entier, Kel Currah a co-fondé le groupe en 2005 et en assure le *leadership* depuis sa création. « *Tu aurais beau mener la meilleure campagne de plaidoyer et de communication dans un pays, rien ne remplace l'action collective* », explique Kel. D'abord créé pour suivre les sommets du

G8, le groupe a travaillé sur le G20 dès sa création en 2008. Concrètement, il rédige un document de plaidoyer commun, mais non engageant, avec la participation d'experts thématiques venant des organisations membres, soutient les coalitions nationales travaillant avec les gouvernements, et favorise les échanges de la société civile internationale travaillant autour des sommets. En 2007 par exemple, le groupe de travail a soutenu la démarche de sept coalitions africaines demandant

Les enjeux de la présidence française

Le contexte de présidence française est particulier : les deux sommets vont se tenir la même année dans le même pays, ce qui

est très rare. C'est une année importante pour la France qui va pouvoir connecter les deux sommets et ouvrir un nouveau cycle du G20 tourné vers l'avenir. Certes, le G20 n'est pas un G192, mais la société civile doit être présente car c'est là que les décisions se prennent. Les sujets de développement ne doivent pas être discutés uniquement par les pays riches, surtout en temps de crise financière ! L'élargissement du G20 et notamment l'inclusion de l'Union africaine est un des sujets de plaidoyer du *G8 G20 Working Group*. Au niveau de la mobilisation de la société civile, Paris a accueilli la plus grande rencontre du *G8 G20 Working Group* depuis sa création. Un événement qui s'est terminé sur un passage de flambeau : Kel a laissé la présidence du groupe de travail à Joanna Rea de *Bond*, la plate-forme des ONG anglaises, et John Ruthrauff, d'*Interaction*, la plate-forme des ONG américaines. ■

Voir le site de Kel Currah : Sherpatimes.com

Voir la rubrique dédiée aux G8 et G20 : www.coordinationsud.org/G8-G20-francais-2011

Dante Monferrer
délégué général
de France volontaires.

En cette année européenne du bénévolat et du volontariat, l'actualité pose la question de la sécurité des volontaires sur le terrain. France volontaires envoie 150 volontaires par an, y compris dans des zones à risques.

NDS : Comment expliquez-vous les récents enlèvements d'humanitaires sur le terrain ?

Dante Monferrer : La nationalité semble plus déterminante que le fait d'être un humanitaire : les otages d'Arlit travaillaient pour le privé, et en Mauritanie des touristes ont été assassinés. Les volontaires ne sont ni plus, ni moins en danger que les Français résidant dans ces pays. Les raisons sont connues : contexte géopolitique, fragilités de pays instrumentalisés par un islamisme radical, connexions avec des rébellions locales, moyens générés par des trafics, etc. « *Vider* » ces pays est le but recherché.

NDS : Comment France volontaires assure-t-elle la sécurité de ses volontaires ?

DM : La gravité de la menace nous impose de réévaluer nos dispositifs à la lumière des questions de sécurité. Nous n'avons plus de volontaires dans les zones rouges. Des mesures visant à prévenir et à gérer les risques ont été prises, telles que l'intégration d'un module prévention et gestion des risques à la formation des volontaires, leur inscription aux consulats, leur présentation aux autorités et forces de sécurité locales, la sécurisation des logements, la limitation des déplacements. Faire le choix de rester suppose, pour chacun, d'intégrer les dimensions gestion et prévention des risques dans les attitudes de vie et de travail.

NDS : La France demande aux ONG de se retirer du Mali et du Niger, qu'en pensez-vous ?

DM : Comme de nombreuses associations de volontariat, nous nous mobilisons pour infléchir la position des pouvoirs publics. Nous souhaitons réaffirmer notre devoir de solidarité vis-à-vis des populations du Sahel, exprimer nos questionnements quant à la décision de retrait de tous les volontaires, et proposer que ces mesures ne soient pas systématiques et modulées en fonction des différentes situations. ■

Lire l'interview complète : www.coordinationsud.org/Volontariat-en-zones-a-risques

RETROUVEZ TOUTES
LES DATES DE L'AGENDA
ET LES ACTUALITES
WWW.COORDINATIONSUD.ORG

QUI VEUT LA PEAU DES PRIX AGRICOLES ?

PAGE 2

NOUS AVONS OSÉ LE GENRE !

PAGE 4

L'INVITÉ : KEL CURRAH

PAGE 4

NDS

Printemps 2011
LES NOUVELLES DE SUD

LE BULLETIN D'INFORMATION DE COORDINATION SUD # 142

Santé : Droit de l'homme ou produit de luxe ?

La santé n'a pas de prix mais elle a un coût. Permettre à chacun d'accéder à des services de santé de qualité nécessite de trouver les moyens pour financer une offre de soins à la hauteur des besoins de la population. La grande question est alors de savoir qui doit payer.

Nicolas Guihard et Pierre Salignon
de Médecins du monde, respectivement chef de file et administrateur référent de la commission Santé de Coordination SUD

Est-ce au malade et à sa famille de supporter seuls le poids financier de la maladie ou faut-il au contraire promouvoir des mécanismes de solidarité

entre riches et pauvres, malades et bien-portants ? Cette question de l'accessibilité financière aux soins constitue une des dimensions centrales de la lutte contre les grandes inégalités de santé. Pour des millions d'individus, l'obligation de payer pour accéder aux soins représente une barrière financière infranchissable et une des principales causes d'appau-

vrissement. Chaque année, plus de 100 millions de personnes basculent dans la pauvreté suite à des dépenses catastrophiques de santé. Cette réalité s'exprime avant tout dans les pays à faible revenu où les mécanismes de couverture du risque maladie sont quasi inexistantes et demeurent le privilège des plus aisés.

En Afrique subsaharienne, seuls 5 à 10 % de la population bénéficient d'une protection sociale en santé. Mais ce défi de la couverture maladie universelle résonne également dans les pays développés. En France, les réformes engagées



dans le domaine de l'assurance maladie (franchise médicale, déremboursements de certains médicaments, offensive contre l'aide médicale d'État, etc.) n'ont fait qu'accroître les difficultés financières auxquelles se heurtent les personnes défavorisées nécessitant une prise en charge médicale. Il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer que la santé est un droit humain fondamental et qu'elle ne saurait en aucun cas devenir un produit de luxe ! C'est ce message que Médecins du monde aura à cœur de porter avec la commission Santé dans la perspective du prochain sommet du G20. Alors que la promotion d'un socle universel de protection sociale figure cette année à l'agenda du G20, il est fondamental que l'accès pour tous à une couverture du risque maladie prenne toute sa place dans ce débat et qu'il en ressorte des engagements forts en faveur d'une réduction des barrières financières à l'accès aux services de santé essentiels. ■

À SUIVRE

2011, ANNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS
« Des millions de personnes tributaires des forêts jouent un rôle vital dans la gestion, la conservation et le développement durable des forêts » rappelle la FAO. L'année internationale des forêts sera l'occasion de réaffirmer le rôle d'une gestion durable des forêts dans l'éradication de la pauvreté dans les pays en développement.

NOUS AVONS OSÉ LE GENRE !

L'approche par le genre ne concerne pas uniquement les projets avec les partenaires du Sud. Elle doit aussi être prise en compte dans les orientations stratégiques, le fonctionnement interne des associations, et les actions d'éducation au développement et de plaidoyer. Le milieu français de la coopération non gouvernementale rattrapera-t-il son retard par rapport à nombre de partenaires du Sud et européens ?

Yveline Nicolas,
coordinatrice d'Adéquations, membre
de la commission Genre de Coordination SUD

Quatre ans après la journée *Osons le genre*, le succès du séminaire *Nous avons osé le genre*, organisé le 6 décembre 2010 par la commission Genre de Coordination SUD, témoigne d'un intérêt pour la prise en compte des rapports sociaux entre hommes et femmes dans la solidarité internationale, en vue de promouvoir l'égalité et les droits humains et d'améliorer l'efficacité des actions.

Il faut inciter les organisations de la société civile et les collectifs sur l'éducation au développement ou le volontariat à rejoindre la dynamique. ■

Il faut inciter les organisations de la société civile et les collectifs sur l'éducation au développement ou le volontariat à rejoindre la dynamique. ■

Le programme de formation du F3E financé en 2009-2010, pose la question de conditionnalités. Pour les ONG, une intégration effective du genre suppose des moyens pour l'accompagnement : l'approche intégrée de l'égalité demande du temps et des compétences, comme l'illustre l'analyse des acquis et difficultés du programme pilote *Genre et économie en Afrique de l'Ouest*, réunissant 12 ONG françaises et 40 partenaires du Sud.

Il n'y a pas de recette toute faite !

La méthode de préparation du séminaire - recueillir les pratiques et expériences en amont par voie de questionnaires et entretiens mis progressivement en ligne - s'est révélée très utile. La capitalisation et la mutualisation de ces expériences, qui se développent à des niveaux divers d'implication et de réalisation, permettent aux ONG des transferts de compétences intéressantes, susceptibles d'accélérer les processus. En matière de genre comme de développement, il n'y a pas de recette toute faite. La diversité des pratiques est d'ailleurs particulièrement enrichissante : audit genre d'une ONG, grilles d'instruction de projets, orientations pluriannuelles intégrant le genre, outils pédagogiques et d'aide à la décision sur le cycle de projet, diagnostic territorial de genre ou les violences de genre, centre de ressources en ligne sur les stéréotypes et l'éducation non sexiste, offre d'une expertise française en matière de formation et d'accompagnement, etc. Les ONG sont toujours invitées à envoyer leurs fiches d'expériences, en vue notamment d'une publication à paraître avant l'été 2011. Le séminaire s'est terminé par le souhait de se rencontrer plus fréquemment. Pourquoi pas tous les ans ? La commission Genre de Coordination SUD ne manque pas de projets et de thématiques importantes pour alimenter la réflexion ! ■

Plus d'information : www.adequations.org
ou par mail : ynicolas@adequations.org

Jean-Louis Vielajus,
président de Coordination SUD

Dakar: le rendez-vous des plates- formes nationales d'ONG

Quelques jours avant le Forum social mondial, le Forum international des plates-formes nationales d'ONG (Fip) a rassemblé à Dakar plus de 60 représentants de plates-formes d'ONG dans le monde à l'occasion de sa première Assemblée générale.

La conception même de la coopération internationale change, au profit d'une diplomatie non gouvernementale où les acteurs du Sud comme du Nord sont partenaires et alliés. Le Forum international des plates-formes nationales d'ONG (Fip) est l'émanation de cette évolution. Créé en novembre 2008 par 82 plates-formes nationales d'ONG et six coalitions régionales, le Fip constitue un espace d'échanges et de coopérations internationales, de construction et de promotion de positions communes. 2011 est l'année de la structuration du Fip en organisation permanente et internationale. Dakar a été une étape décisive dans la détermination de ses organes et de ses objectifs de plaidoyer, auprès des acteurs et organisations internationaux, gouvernementaux ou non, concernés par les questions de démocratie, de développement, d'environnement, de lutte contre les inégalités. Le Fip sera présent lors des prochains rendez-vous internationaux: G8 et G20 sous présidence française, Rio+20, Forum ouvert sur l'efficacité de la contribution des organisations de la société civile au développement, sommet de la FAO, etc. Pour 2011, souhaitons que souffle le vent de la solidarité sur les négociations internationales, que cet élan, cette mobilisation et cette énergie pour lutter contre la pauvreté dans les pays du Sud contaminent nos décideurs internationaux pour qu'ils parviennent à des accords ambitieux. Dépassons nos intérêts nationaux pour répondre enfin aux besoins de la planète! ■

Plus d'information: www.ong-ngo.org

QUI VEUT LA PEAU DES PRIX AGRICOLES?

Ariène Alpha,
responsable du pôle Politiques publiques
et réglementations internationales au Gret, membre
de la commission Agriculture et alimentation
de Coordination SUD

En janvier dernier, l'indice des prix des produits alimentaires de la FAO¹ atteignait un pic historique à 231 points, le plus haut niveau jamais atteint depuis que l'indice a été créé en 1990. Au plus fort de la précédente crise, en juin 2008, ce même indice atteignait 213,5 points. À la différence de 2008 toutefois, ce sont les cours du blé et du maïs qui s'envolent tandis que ceux du riz restent stables, voire diminuent, compte tenu des bonnes récoltes dans les grands pays exportateurs. Les épisodes de flambée des prix internationaux mettent en émoi la communauté internationale. Tout le monde a le souvenir des émeutes de la faim en Égypte, en Haïti ou au Sénégal en 2007-2008. Cependant, au-delà des flambées de prix, c'est bien la volatilité des prix agricoles qui pose problème. De fortes fluctuations de prix entraînent une volatilité des revenus des producteurs et représentent un risque pour leurs investissements. À plus long terme, la volatilité des prix grève le développement agricole et la sécurité alimentaire.

« Par crainte de repli protectionniste, il est suggéré aux pays en développement de continuer de dépendre le plus possible du marché international ! »

Controverses et consensus sur les causes de la volatilité des prix agricoles

Les analyses pour expliquer la crise des prix agricoles et l'actuelle flambée des prix s'accordent sur les facteurs en jeu: niveau des stocks, demande soutenue, développement des agro-carburants, spéculation financière, interdictions d'exportation, etc. Les divergences portent sur le poids de chacun des facteurs, leur caractère explicatif ou simplement aggravant, et la comparaison entre la crise actuelle et celle de 2007-2008.

La plupart des économistes considère que la volatilité est le résultat des aléas climatiques que subit l'offre agricole. La réponse consisterait à libéraliser les échanges, afin que les pénuries et les excédents de production se compensent et conduisent à stabiliser les prix. Les propositions de la communauté internationale s'inscrivent dans cette approche et se réduisent à deux grands types de réponses: améliorer le fonctionnement des marchés par plus de transparence et de régulation, et développer la résilience des pays face aux chocs. Il faut restaurer la confiance dans le marché international et éviter que les pays en développement ne se donnent tous comme objectif d'améliorer l'autosuffisance alimentaire, ce qui réduirait encore la taille du marché international. Par crainte de « repli protectionniste », il est suggéré aux pays en

▶

2008

année des émeutes de la faim

231 points

indice historique des prix des produits alimentaires de la FAO en janvier 2011

213,5 points

indice pendant la crise alimentaire de 2008

Depuis l'été 2010, les prix internationaux des produits de base s'emballent et se rapprochent des records de 2007-2008. Les mêmes questions se posent: faut-il craindre des émeutes de la faim? Quel est le rôle de la spéculation? Point sur la volatilité des prix agricoles, en particulier sur les marchés nationaux.

▶ développement de continuer de dépendre le plus possible du marché international! Une autre explication est portée depuis longtemps par certains chercheurs, qui collaborent avec des représentants d'ONG membres de Coordination SUD (Gret, Iram)². Les marchés agricoles ne sont pas des marchés comme les autres soulignent-ils: outre la rigidité de l'offre et de la demande, les erreurs d'anticipation des opérateurs économiques (producteurs, transformateurs, commerçants, etc.) expliquent la singularité des marchés agricoles. Les signaux de prix sont en effet très difficiles à décrypter: une hausse de prix une année indique-t-elle un changement dans les fondamentaux du marché, ou bien un simple accident climatique? La volatilité des prix agricoles est structurelle et dans ce cas, l'élargissement des marchés est contreproductif et ne conduit qu'à amplifier les fluctuations de prix. L'intervention publique pour agir sur la volatilité des prix apparaît ainsi justifiée.

Attention à ne pas oublier les marchés nationaux!

Les soubresauts du marché international peuvent se répercuter sur les marchés intérieurs. Les effets de transmission des prix dépendent de nombreux facteurs tels que le degré de dépendance alimentaire et de substitution entre les produits, les politiques commerciales, les taux de change, la structure de marché des importateurs, etc. Les pays qui sont aujourd'hui les plus vulnérables aux chocs sur les marchés internationaux sont aussi ceux qui ont le plus ouvert leur marché et ont eu tendance à délaisser leur secteur

agricole. En outre, face aux flambées de prix, les marges de manœuvre qui consistent à suspendre les droits de douane et les taux de TVA apparaissent bien faibles. Ces pays font aujourd'hui les frais d'une dérégulation des marchés agricoles et les outils commerciaux existants ne répondent plus. Les produits locaux consommés dans les pays en développement et qui ne font pas l'objet d'échanges sur le marché mondial, subissent aussi de fortes fluctuations de prix. La volatilité des prix pour ces produits est d'autant plus forte que les pays en développement ont à faire face à de nombreuses imperfections de marché (mauvais état des routes, faible marché du crédit, de l'assurance, etc.).

Être plus ambitieux dans la régulation des marchés agricoles

Depuis la crise des prix agricoles de 2007-2008, les mots régulation et stocks ne semblent plus être tabous. La France a fixé parmi les priorités du G20 la lutte contre la volatilité des prix agricoles et prévoit de pousser l'idée de régulation des marchés. Pourtant, la régulation des marchés est surtout évoquée pour les marchés financiers de matières premières, pour limiter la contribution de la spéculation à la volatilité des cours mondiaux. La notion de stocks renvoie principalement aux réserves d'urgence que de grands pays producteurs pourraient mobiliser de façon coordonnée

pour répondre aux situations de crises alimentaires. Ces efforts sont absolument nécessaires et louables. Mais ils ne permettront pas de résoudre à eux seuls les problèmes d'approvisionnement et de sécurité alimentaire des pays en développement. Au niveau des politiques publiques nationales, les propositions tournent le dos à toute politique de stabilisation des prix qui s'appuierait sur des stocks régulateurs et des outils commerciaux. Il y a une forme d'aveuglement sur les mécanismes de stabilisation des prix à cause d'expériences malheureuses en Afrique de l'Ouest. Certes, les problèmes de mauvaise gouvernance et de gestion ne doivent pas être minimisés, mais ils ne doivent pas non plus conduire à occulter les expériences qui ailleurs, en Asie par exemple, ont pu donner des résultats spectaculaires en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire. Alors que se profile peut-être une nouvelle crise alimentaire, la communauté internationale doit accepter de mettre à l'agenda la réflexion sur les outils de régulation pour freiner la transmission des prix internationaux et lutter contre la volatilité des prix sur les marchés nationaux. Les perspectives de croissance démographique et de besoins alimentaires

« Il y a une forme d'aveuglement sur les mécanismes de stabilisation des prix à cause d'expériences malheureuses en Afrique de l'Ouest. »

■ dans les prochaines décennies justifie que les pays en développement se donnent des objectifs de développement de leurs filières vivrières pour améliorer leur autosuffisance alimentaire et moins dépendre du marché international. Les outils de régulation des marchés agricoles (stocks régulateurs, mesures aux frontières) peuvent être de puissants leviers pour encourager l'investissement agricole à long terme. ■

¹ Cet indice surveille l'évolution mensuelle des cours internationaux d'un panier de denrées alimentaires de base. Cinq catégories de produits sont couvertes: viande, produits laitiers, céréales, huiles et matières grasses, sucre.

² Gérard F. et al., 2010, *Managing Food Price Volatility for Food Security and Development*, Draft Summary, Grena study.

CONSULTATION SUR LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

> En novembre 2010, la Commission européenne a ouvert une consultation publique sur la politique de développement de l'UE, basée sur la publication d'un Livre vert « La politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable ».

Les ONG européennes réunies au sein de Concord ont rédigé une réponse commune et Coordination SUD a produit un document de position, à partir des analyses et contributions de ses commissions de travail. Plus d'information: www.coordinationsud.org/Europe

FACILITÉ D'INNOVATION SECTORIELLE POUR LES ONG (FISONG)

> Suite à la consultation lancée en septembre 2010 par Coordination SUD, sept sujets ont été sélectionnés avec l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre des Fisong en 2011 et 2012. Les deux Fisong lancées en 2011 ont fait l'objet d'une concertation impliquant chacune une vingtaine d'ONG. Elles donnent lieu à des appels à propositions, dotés de deux millions d'euros sur « Prévention de la malnutrition » et « Alimentation des villes ». Plus d'information: www.coordinationsud.org/FISONG

LE FIP AU FORUM SOCIAL MONDIAL

> Les membres du Forum international des plates-formes nationales d'ONG (Fip) se sont réunis à Dakar à l'occasion du 10^e Forum social mondial, pour échanger autour de six thématiques de « diplomatie non gouvernementale » portées par les plates-formes: eau et assainissement (Congo-Sénégal), prévention et résolution des conflits (CNONGD - RDC), financement du développement (Interaction-États-Unis), régulation des marchés agricoles (Gret, Coordination SUD), changement climatique (Piango-Îles du Pacifique) et lutte contre les inégalités sociales et l'exclusion (Accion-Chili). Plus d'information: www.ong-ngo.org

Atelier au FSM de Dakar

Le Gret a organisé pour la commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD un atelier sur la régulation des marchés agricoles dans le cadre des activités du Forum international des plateformes nationales d'ONG (Fip) au Forum social mondial de Dakar. Animé par le CCFD-Terre solidaire et Coordination SUD, il a permis aux représentants des plates-formes du Guatemala, de la Bolivie, du Népal et d'Inde de présenter devant une cinquantaine de participants les problèmes que pose l'absence de régulation efficace des marchés agricoles dans leurs pays. En Inde par exemple, la *Food corporation of*

India mène une politique de stockage devant permettre de gérer les surplus de riz et de proposer un prix garanti aux producteurs, tout en distribuant le riz à prix subventionné. Cependant, le manque de qualité des infrastructures de stockage et de commercialisation, associé aux problèmes de corruption et de vols, font que les produits pourrissent dans les entrepôts et les consommateurs sont perdants. L'enjeu majeur pour les populations de ce pays est d'améliorer l'intervention publique sur les marchés intérieurs, et non pas seulement de traiter la volatilité des prix internationaux ou d'en atténuer les effets.

À CONSULTER

RAPPORT SUR LE TSUNAMI

La Cour des comptes constate que les ONG ont utilisé de manière globalement satisfaisante les sommes collectées suite au tsunami en décembre 2004. www.ccomptes.fr/fr/CC/Accueil.html

À FAIRE

ATELIER ONG ET DÉMARCHÉ QUALITÉ

Coordination SUD et le F3E organisent en avril un atelier de travail sur les ONG de développement et les démarches qualité, pour recueillir l'avis de leurs membres et proposer une orientation collective sur le type de démarche qualité à promouvoir.

À LIRE

À LA RECHERCHE DU DÉVELOPPEMENT

Dans *À la recherche du développement. Un fonctionnaire au service d'une passion*, Gérard Winter passe en revue 60 années d'expérience dans le domaine du développement, guidées par un questionnement permanent sur le rapport entre science et politique de développement. Chacun y trouvera des résonances à ses propres préoccupations: le citoyen se familiarisera avec la terminologie du développement, l'expatrié retrouvera les joies et difficultés de ce mode de vie, l'étudiant découvrira la diversité des profils du secteur. À découvrir aux éditions Karthala.